



TROISIÈME MANDAT DE JOSEPH KABILA

Un « procès d'intention »,
selon la majorité
présidentielle

Alain Atundu, porte-parole de la Majorité présidentielle

Pendant que l'opposition met en garde le chef de l'État contre une éventuelle candidature à l'élection présidentielle de décembre, le porte-parole de la coalition au pouvoir a affirmé, le 5 juin, qu'il respectera bel et bien la Constitution. « Joseph Kabila n'a pas besoin d'une pression extérieure quelconque pour respecter la volonté du peuple congolais solennellement exprimée dans la Constitution », a déclaré André-Alain Atundu.

Et d'ajouter que pour l'heure, la famille politique du président de la République pense orienter tous ses efforts dans les préparatifs des élections de décembre. D'où l'exhortation faite aux regroupements membres de la majorité présidentielle « à se préparer en conséquence et à se tenir prêts à accompagner Joseph Kabila dans la phase déterminante de son combat politique pour la démocratie ».

Page 3

ENJEUX DE L'HEURE

L'Église catholique
mobilise contre
un troisième mandat

Une vue partielle du centre interdiocésain

L'Église catholique de la RDC, par le biais du Comité laïc de coordination et la Cénco, s'oppose à un troisième mandat de Joseph Kabila et à l'éventualité d'une révision constitutionnelle. Par des banderoles et autres supports, elle tient à faire passer son message mais non sans réaction de la part des officiels.

Plutôt que de tempérer les ardeurs des

catholiques, le geste posé par le gouverneur de la commune de la Gombe qui a enlevé, le 2 juin, les banderoles déployées au Centre interdiocésain, les autorités ecclésiastiques ont appelé à la poursuite de la campagne de sensibilisation et de vulgarisation à travers toutes les paroisses et diocèses du pays.

Page 2

LUTTE CONTRE ÉBOLA

Mise en place d'un comité scientifique mixte
pour évaluer les traitements expérimentaux

Dans le cadre de la lutte contre la présente épidémie de la maladie à virus Ébola qui sévit dans la province de l'Équateur, en plus de la prise en charge des cas sur le terrain, des recherches se poursuivent pour trouver un traitement efficace contre cette maladie. Dans le souci d'évaluer les traitements expérimentaux existants pour traiter cette épidémie, un comité scientifique mixte a été mis en place au niveau national.

Composé, entre autres, d'experts de l'Institut national de recherche biomédicale et des partenaires extérieurs, ce comité a déjà validé cinq traitements dont les résultats étaient prometteurs lors des premières phases de recherche.

Page 4



La lutte contre Ebola s'intensifie en RDC

ŒUVRE CARITATIVE

Carole Kiatazabu
fait un don
à la FMT

L'ASBL Œuvres du président Kasa-Vubu (Opeka) a reçu, le 6 juin, à son siège de la commune de Kasa-Vubu, une délégation de la Fondation Mwimba-Texas (FMT) conduite par le président de cette ONG des albinos. Au cours de cette cérémonie, la responsable de cette association, Carole Kiatazabu Itambo Kasa-Vubu, qui est également le chef du parti politique Organisation politique des kasavubistes et alliés, a remis, au nom de cette ASBL, un lot de vivres et non-vivres à la FMT au profit de ses membres.

Dans ce lot, on pouvait notamment trouver des habits, des vaselines et lunettes solaires ainsi que des sacs de riz et de sucre, des savons et détergents, des biscuits, du lait et des bonbons.

Page 3

ÉDITORIAL

Plan Marshall

Que l'Europe soit au bord de l'implosion en raison de l'afflux, incontrôlé et d'ailleurs incontrôlable, sur ses terres des migrants venant du grand Sud ou du Levant n'a rien qui puisse surprendre. Incapable d'analyser les causes réelles de ce raz-de-marée humain et donc de prendre à temps les mesures qui auraient peut-être permis, sinon de l'endiguer, du moins de le réguler, l'Union a commis une erreur historique qui lui coûtera cher, très cher.

Rappelons, avant d'aller plus loin, que deux crimes - car ce sont bien des crimes et non de simples fautes - se trouvent à l'origine du mouvement de masse auquel nous assistons : le premier, qui date de plusieurs siècles, a été le pillage des ressources naturelles de l'Afrique tout au long de l'ère coloniale, pillage qui a empêché le continent de se développer sur le plan économique et qui oblige aujourd'hui nombre de jeunes Africains à le quitter dans l'espoir de vivre mieux, ou tout simplement de vivre ; le second crime, très récent, a été la série d'erreurs stratégiques commises ces dernières décennies par les puissances occidentales en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Libye, erreurs qui ont jeté sur les routes de l'exode des millions d'hommes, de femmes et d'enfants avec les conséquences dramatiques que nous voyons se produire chaque jour sous nos yeux.

Dans un semblable contexte, il était inévitable qu'un fossé se creuse un jour ou l'autre entre les nations du nord et les nations du sud de l'Europe. Avec, comme conséquence, la résurgence du nationalisme, la montée de l'isolationnisme, bref la tentation de la rupture intérieure contre laquelle luttent la chancelière Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron, mais qui risque fort, à échéance de quelques mois, de faire voler en éclat l'Union européenne.

Répétons-le donc une fois de plus, sans véritablement croire qu'un tel appel à la raison sera entendu par ceux auxquels il s'adresse : l'Europe n'échappera au désastre qui la guette que si elle jette toutes ses forces dans le processus de développement qui seul peut dissuader les Africains à migrer vers ses côtes. Mettre en place un Plan Marshall pour l'Afrique est en réalité la seule voie qui reste à explorer si les Européens veulent continuer à vivre en paix avec eux-mêmes et combattre les mauvais démons qui ressurgissent sur nombre de leurs territoires.

Les Dépêches de Brazzaville

ENJEUX DE L'HEURE

La Cenco mobilise contre un troisième mandat de Joseph Kabila

L'Eglise catholique de la RDC s'oppose à l'éventualité d'une révision constitutionnelle et tient à faire passer son message au travers des banderoles et autres supports. Une initiative qui suscite déjà la réaction des autorités politico administratives concernées.



Des évêques membres de la Cenco

Le torchon continue de brûler entre la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) et le bourgmestre de la commune de la Gombe, Dolly Makambo. Il est reproché à ce dernier d'avoir arraché de force deux banderoles qui surplombaient le Centre interdiocésain, situé dans la concession de la Nonciature apostolique. Les banderoles portaient des écrits pas très tendres envers la « Kabilie ». « Pas de troisième mandat pour le président de la République » et « non à la révision de la Constitution », pouvait-on lire en surimpression sur ces bannières qui sollicitaient les regards de tout passant dans les périmètres de ce centre. Le lendemain de leur affichage, elles furent enlevées par le bourgmestre de la Gombe en personne qu'accompagnait un groupe des policiers.

L'acte posé par cette autorité politico-administrative a fait couler beaucoup d'encre et de salive, chacun y allant de son commentaire. Dans les milieux catholiques, le bourgmestre Dolly Makambo fut, comme il fallait s'y attendre, traité de tous les noms. Pour le Comité laïc de coordination (CLC), il s'agit ni plus ni moins que d'une subversion, ou mieux, d'un fait de terrorisme urbain. Et pourtant, en prenant l'initiative d'afficher de telles banderoles avec des messages politiques, le Conseil de l'apostolat des laïcs catholiques du Congo (Calcc), une autre structure proche de l'Eglise catholique, a cru bon de sensibiliser contre la révision constitutionnelle ainsi que sur l'éventualité d'un troisième mandat pour l'actuel

chef de l'Etat. C'était sans compter avec l'activisme du bourgmestre qui a considéré cela comme une provocation, pour ne pas parler d'une déviation de la part de l'Eglise catholique dont l'immixtion dans les affaires politiques n'est pas bien perçue dans une certaine opinion.

Plutôt que de tempérer les ardeurs des catholiques, le geste posé par Dolly Makambo les a paradoxalement énervés au point qu'ils ont pris l'option d'aller jusqu'au bout de leur logique, quelles que soient les intimidations et les menaces. D'où l'encouragement adressé au Calcc à poursuivre la campagne de sensibilisation à travers toutes les paroisses catholiques du pays. Aussi le CLC a-t-il encouragé le Calcc à continuer et à intensifier sa campagne de vulgarisation et de sensibilisation par des banderoles au niveau des paroisses et dans les diocèses du pays. Enfonçant le clou, les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) ont exigé au bourgmestre de la Gombe de restituer les banderoles enlevées et de demander pardon au peuple congolais pour son comportement jugé indigne. « Si non, nous concluons au banditisme d'Etat et nous nous réservons le droit d'aller en justice », ont-ils martelé dans un communiqué. Pour les évêques catholiques, les agissements de Dolly Makambo viseraient à « imposer un troisième mandat en dépit de son interdiction par l'accord politique signé le 31 décembre 2016 ».

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé
Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

TROISIÈME MANDAT DE JOSEPH KABILA

Un procès d'intention selon la majorité présidentielle

Pendant que des opposants de plus en plus nombreux mettent en garde le chef de l'Etat contre une éventuelle candidature à la présidentielle de décembre, le porte-parole de la coalition au pouvoir réaffirme qu'il respectera bel et bien la Constitution du pays.

Le débat sur une possible candidature de Joseph Kabila pour un troisième mandat enfle dans l'opinion ces derniers temps. A l'opposition où l'on redoute cette perspective, la méfiance est totale. Rien de tout ce que débitent les cadres de la majorité présidentielle sur le respect par Joseph Kabila de la Constitution impliquant sa non-représentation à la présidentielle de décembre ne semble rassurer l'opposition et la société civile.

Entre-temps, le chef de l'Etat lui-même, principal concerné dans cette affaire, ne pipe mot. Cependant, il y a plusieurs indices qui, de l'avis des opposants, laissent présager un tel scénario à l'image de la campagne électorale précoce à laquelle se livre la majorité présidentielle ces temps-ci. Certains cadres de cette famille politique ne s'offusquent plus de présenter Joseph Kabila comme un virtuel candidat président de la République, en contradiction avec l'accord de la Saint sylvestre et de la Constitution qui, pourtant, limite à deux le nombre des mandats présidentiels.



Alain Atundu

«De simples manoeuvres dilatoires de l'opposition»

Mais au directoire de la majorité présidentielle (MP), le langage est tout autre et contraste nettement avec l'effervescence qui, de plus en plus, tend à gagner certains esprits autour d'une probable candidature du président sortant. S'exprimant à ce sujet lors d'un point de presse animé le 5 juin,

le porte-parole de la MP a laissé entendre qu'il n'en est rien. Il a mis toute l'agitation manifestée autour de cette question sur le compte d'un procès d'intention et des manoeuvres dilatoires d'une certaine opposition en mal de sensation. En fait, pour André Alain Atundu, Joseph Kabila s'était déjà exprimé sur le sujet en clamant haut et fort qu'en tant que « défenseur et garant

de la souveraineté nationale », il respectera la Constitution. « Joseph Kabila n'a pas besoin d'une pression extérieure quelconque pour respecter la volonté du peuple congolais solennellement exprimée dans la Constitution », a-t-il martelé. Il a fait observer que depuis que Joseph Kabila avait annoncé qu'il allait respecter les dispositions de la Constitution le concernant, « on n'a enregistré aucun acte de nature à entraver ou à contredire ses déclarations ». Pour l'heure, la famille politique de Joseph Kabila pense plutôt orienter tous ses efforts dans les préparatifs des élections de décembre plutôt que de répondre à ce qu'elle considère comme de la simple distraction. D'où l'intérêt d'inviter les regroupements membres de la MP « à se préparer sérieusement en conséquence et à se tenir prêts à accompagner le président Kabila dans cette phase déterminante de son combat politique pour la démocratie dans (notre) pays », a-t-il dit. Et de renchérir en ces termes : « L'autorité morale a besoin d'une victoire incontestable à tous les échelons ouverts à la compétition électorale pour exercer un leadership efficace sur la vie politique nationale ».

Pour l'opposition, tout est encore ambigu et le silence de Joseph Kabila sur cette matière laisse perplexe l'opinion nationale.

Alain Diasso

ŒUVRE CARITATIVE

Carole Kiatazabu Itambo Kasa-Vubu vole au secours des albinos

Le geste accompli par la présidente de l'association Œuvres du président Kasa-Vubu (Opeka), le 6 juin à Kinshasa, entre dans le cadre du partenariat conclu avec l'ONG des albinos, la Fondation Mwimba-Texas (FMT).

L'association à but non lucratif Opeka a reçu, le 6 juin, en son siège de la commune de Kasa-Vubu, une délégation de la FMT conduite par leur président, Alphonse Mwimba Texas. A cette occasion Carole Kiatazabu Itambo Kasa-Vubu, qui est également la cheffe du parti Organisation politique des Kasavubistes et alliés, a remis un lot de vivres et non vivres au profit des membres de la FMT. Ce lot est composé, entre autres, de vêtements, des vaselines et lunettes solaires ainsi que des sacs de riz et de sucre, des savons et détergents, des biscuits, du lait et des bonbons.

Carole Kiatazabu Itambo Kasa-Vubu a expliqué que la remise de ce don s'inscrit dans le cadre du partenariat entre les deux associations, Opeka et la FMT, qui ont décidé de s'unir pour le bien-être des albinos. L'objectif, a-t-elle ajouté, est de consolider l'alliance entre ces deux organisations et démontrer l'amour qui anime son cœur pour les albinos. « C'est un geste d'amour que j'apporte à la Fondation Mwimba-Texas », a-t-elle confié, appelant ainsi les

autres âmes sensibles à lui emboîter les pas en soutenant les actions menées par l'ONG des albinos de la RDC.

Les albinos ne sont pas des sorciers

Dans son message, elle a condamné la stigmatisation et le rejet que vivent les albinos au sein de la communauté, invitant la population à plus d'amour envers les personnes vivant avec l'albinisme. « Les albinos sont marginalisés dans notre société alors qu'ils sont des êtres humains, avec toutes les capacités que d'autres non albinos », a-t-elle insisté, martelant qu'ils ne sont pas de sorciers comme le prétendent certains et qu'ils doivent être aimés pour les aider à vivre correctement leur vie.

Recevant ce don, le président de la FMT, le catcheur albinos Alphonse Mwimba Texas, s'est dit marqué par la sensibilité de la donatrice qui a pensé aux albinos membres de sa fondation. Il s'est appuyé sur certains versets bibliques pour relever le sens du geste posé par cette femme, petite-fille du premier président de la République démocratique du Congo, Joseph Kasa-Vubu, dont il a salué la grandeur. « Partager n'est pas donné à tout le monde. Mais, je rappelle que les saintes écritures recommandent de donner, pour qu'il vous soit donné, alors qu'elles disent également



Carole Kiatazabu et Mwimba Texas devant les produits offerts aux enfants albinos

que celui qui partage prêtait à Dieu », a-t-il dit, en appelant tous les albinos à demander à Dieu de bénir cette bienfaitrice qui vient de penser à eux.

Mwimba Texas a également profité de cette opportunité pour lancer un appel aux âmes de bonne volonté pour mettre la main à la pâte en vue de permettre à l'ONG des albinos d'accomplir sa mission.

Vingt ans dans l'encadrement des albinos

La FMT, rappelle-t-on, a totalisé cette année vingt ans de vie. Cet anniversaire coïncide avec la célébration de la quatrième édition de sensibilisation à l'albinisme dé-

crétée par l'ONU. Il sera donc fêté avec faste au cours d'une grande manifestation qui sera organisée le 28 juin, dans la salle du jardin botanique de Kinshasa. A cette occasion, la FMT attend à Kinshasa des délégations des provinces et des autres pays à travers le monde. L'occasion pour cette organisation de reconnaître, par la remise des diplômes, l'accompagnement de tous les partenaires qui l'ont aidée dans son parcours durant les vingt années de vie et de combat pour le bien-être des albinos.

Le catcheur Mwimba Texas pense que le don fait par Carole Kiatazabu Itambo Kasa-Vubu

constitue un pas pour la distribution des crèmes, vaselines et autres produits, prévue lors de cette manifestation. Aussi lance-t-il un appel aux autres hommes et femmes de bonne volonté pour aider sa fondation à bien fêter ce double événement. « Nous avons plus besoin des albinophiles que des albinophobes. Nous demandons aux âmes sensibles d'emboîter les pas à Maman Carole Kiatazabu Itambo Kasa-Vubu et de nous aider à bien fêter cet événement, pour le bien-être des albinos », a-t-il conclu.

Lucien Dianzenza

POLLUTION PLASTIQUE

Les associations Forum des naturalistes et Journalistes verts proposent une recette

Les deux organisations préconisent le recyclage des déchets qui se décline, entre autres, par la valorisation pour une gestion responsable des plastiques.

Forum des naturalistes, une structure née de l'initiative des étudiants en géographie et gestion de l'environnement de l'Institut supérieur pédagogique/Gombe et Journalistes verts (JV), une société de journalistes congolais spécialisés sur des questions environnementales, ont plaidé pour une gestion responsable des plastiques. Ce plaidoyer est en phase avec le thème choisi cette année pour la Journée internationale de l'environnement fêtée le 5 juin : « Combattre la pollution plastique ».

Au cours d'une activité organisée à Kinshasa, le président de Forum des naturalistes, Arec Diambilayi Mutangilayi, a rappelé qu'il y a quarante-six ans que cette célébration a été lancée. « C'est depuis 1972 que le monde a pris conscience de la destruction de la planète par l'homme. L'évolution du monde actuel découvre de plus en plus l'importance très capitale de la protection de l'environnement. La communauté humaine s'est rendue à l'évidence que s'il faut protéger l'environnement et tout ce qui s'y trouve, il faut combattre la pollution plastique », a-t-il souligné d'entrée de jeu. Arec Diambilayi a tenté de répondre à une série de questions que se pose bien le commun de mortels sur la pollution, la pollution plastique, les avantages de la lutte contre cette pollution et bien d'autres. Arec Diambilayi a expliqué que la pollution plastique était corrélée avec le faible coût de cette matière. Ce qui amène, a-t-il fait



savoir, une utilisation massive et jetable de celle-ci. Se référant à une revue scientifique « Environmental Protection Agency », l'orateur a noté qu'en 2011, le plastique constituait 12% des déchets solides municipaux, comparativement à moins de 1% dans les années 1960. Il a indiqué que l'on entend par pollution toute profanation ou souillure des écosystèmes. Autrement dit, c'est la propagation de toute substance susceptible de dégrader la qualité de vie. Le plastique étant une matière d'origine organique non biodégradable, c'est-à-dire une substance ne pouvant pas être décomposée par des organismes vivants, la lutte contre cette matière est donc justifiée, a-t-il dit. C'est ainsi qu'il a précisé que cette lutte est avantageuse pour l'homme puisqu'elle lui permet de garantir la pro-

tection d'une nature non transformée. « Raison pour laquelle le Forum des naturalistes veut sensibiliser le monde à faire un effort pour surmonter l'adversité face à toute utilisation des déchets qui détériorent l'environnement », a-t-il souligné. Jonathan Tshisungu Kazadi, vice-président de cette association, a brièvement pris la parole pour proposer des solutions au nombre desquelles le recyclage des déchets plastiques, le dépôt de ces déchets dans une poubelle, le triage des déchets domestiques et la réduction de la consommation du plastique. À travers ces pistes de solutions, a précisé cet environnementaliste, « toute stratégie de la gestion des déchets plastiques devra se fonder sur un certain nombre de priorités : prévention, valorisation et ensuite l'élimination »,

avant de conclure: « Nous devons aussi éviter l'abondance dévastatrice des déchets et prévoir l'environnement avec science ».

Vivement une alternative, propose JV

Pour sa part, le chief executive officer de JV, Désiré-Israël Kazadi, s'est focalisé sur les discours internationaux en lien avec l'environnement. L'objectif était d'interpeller les décideurs de la RDC à jouer leur partition. Dans son intervention, citant un rapport de l'ONU, il a relevé que cinq cents milliards de sacs plastiques sont utilisés annuellement dans le monde, soit 10% du total des déchets produits et que 50% du plastique consommé est à usage unique ou jetable. « La RDC ne peut nullement être absente des pays dont la population vit en voisinage avec des déchets plastiques avec toutes les conséquences qu'ils peuvent entraîner dans leur immédiat environnement », a signifié cet éco-journaliste.

Face à la décision du gouvernement d'interdire la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sacs, sachets, fils et autres emballages en plastiques au 30 juin, JV propose plutôt un recyclage du plastique comme dans certains pays africains. Un autre choix, pour cette organisation, est d'explorer de nouvelles alternatives visant à réduire l'utilisation excessive de plastiques à usage unique responsable de la pollution. « Le gouvernement ne peut soudainement interdire l'usage du plastique, il devra plutôt proposer une alternative à l'instar d'autres pays qui nous sont proches », a-t-il suggéré.

Lucien Dianzenza

EPIDÉMIE À VIRUS D' EBOLA

Mise en place d'un comité scientifique mixte

La structure est composée d'experts de l'Institut national de recherche biomédicale, de l'Université de Kinshasa et des partenaires tels que l'OMS, MSF, l'Unicef, etc. Elle a pour mission d'évaluer les traitements expérimentaux contre la maladie.

Le comité scientifique mixte, déjà à pied d'œuvre, a validé cinq traitements dont les résultats étaient prometteurs lors des premières phases de recherche. Il a alors introduit une demande d'approbation auprès du comité d'éthique qui a donné un avis favorable, le 1er juin. Pour évaluer, au cas par cas, les critères d'administration de l'un ou l'autre de ces traitements aux patients hospitalisés aux centres de traitement d'Ebola, un groupe de cliniciens congolais et internationaux a été déployé sur le terrain. Toutefois, il y a lieu de dire que jusqu'à ce jour, aucun traitement expérimental n'a encore été administré à ces patients. « Les discussions sur les modalités d'administration des traitements dans le cadre de l'épidémie actuelle sont toujours en cours entre les différentes parties prenantes », indique le ministère de la Santé publique qui fait savoir, par ailleurs, qu'au vu de l'évolution de la courbe épi-

démiologique, il est fort probable que très peu de malades soient éligibles pour recevoir l'une ou l'autre de ces molécules.

Situation épidémiologique

Le bulletin du ministère de la Santé publique sur l'évolution de la maladie révèle qu'à la date du 4 juin, la situation épidémiologique se présente comme suit : cinquante-huit cas de fièvre hémorragique ont été signalés dans la région, dont trente-sept confirmés, quatorze probables et sept suspects. En ce qui concerne des cas suspects, cinq nouveaux ont été notifiés, dont deux à Bikoro et trois à Iboko. Ce sont tous des contacts connus. Un décès d'un cas confirmé a été enregistré à Bikoro et un autre d'un cas suspect a été signalé à Iboko. La famille de ce dernier avait refusé le prélèvement d'échantillons. Aucun nouveau cas confirmé n'a été rapporté et quatre échantillons se sont révélés négatifs. Les analyses épidémiologiques ont permis d'identifier des contacts qui vivent dans les zones de santé voisines à Bikoro et Iboko. Ces contacts sont suivis et ont été conseillés de limiter leurs mouvements durant toute la période de suivi qui est de vingt et un jours.

Aline Nzuzi

FOURNITURE D'EAU EN RDC

Un débat vivement recommandé par les experts et partenaires

Le secteur de l'eau a connu de graves dysfonctionnements aux effets incalculables sur les conditions générales de santé et le coût de la vie des ménages congolais. Pour la Banque mondiale (BM), le pays doit dresser un bilan des dépenses faites au cours des cinq dernières années et évaluer leurs effets sur la performance du secteur.

Dans sa dernière revue portant sur la gestion des dépenses publiques et la responsabilisation financière (exercice 2017), la Banque mondiale (BM) tire la sonnette d'alarme sur certains problèmes récurrents liés à la fourniture de l'eau en RDC. « Cette situation résulte notamment de l'insuffisance des ressources financières et des problèmes de gestion des administrations publiques du secteur de l'eau », relève-t-elle. Pourtant, à l'instar du secteur de l'électricité, le pays dispose d'importantes ressources en eau globalement inexploitées à ce jour. Le niveau de desserte en eau reste très bas. Cela ne va pas sans poser une question de fond sur le fonctionnement de l'opérateur historique, la Régie de distribution d'eau de la RDC (Régideso). « Le rétablissement de l'équilibre financier de la Régideso est indispensable pour assurer l'exploitation et la pérennité des installations », estime la BM.

Pour réveiller le géant endormi, des défis se dessinent déjà pour l'autorité publique. Dans le document de la BM, on distingue au moins quatre grands domaines d'intervention pour rétablir l'équilibre d'antan. Il s'agit du développement de l'activité, de la remise en ordre du fichier client, de la maîtrise des charges du personnel et du paiement mensuel des consommations d'eau des instances officielles et des ayants droit. Pour cette institution financière internationale, ce dernier point représente un véritable verrou à tout effort de relance durable de la société commerciale. « Le paiement par l'État et les ayants

droit permettrait de débloquer sa situation financière et d'améliorer la maintenance », préconise la BM. Au-delà de la production, la Régideso doit très vite mettre sur pied un plan d'action prioritaire en faveur de toutes les directions pour mettre fin ou réduire les pertes d'eau. Comme l'explique la BM, il serait intéressant que les autorités congolaises et de la Régideso s'inspirent des expériences réussies ailleurs, les cas du Sénégal, du Burkina Faso et tant d'autres pays. Si la Régideso a tenté d'installer un comité de réduction des pertes dans les années 2010, l'expérience ne s'est pas avérée payante. En relançant un tel projet, la société devrait tirer quelques avantages tant au niveau de l'accroissement du nombre de points de vente actifs que du volume d'eau facturé. La réaffirmation du rôle-clef de la signature d'un contrat de performance liant la Régideso à l'État congolais n'exclut pas un audit régulier. Sur ce point, la BM se félicite de la mise en place, par le Copirep, l'organe technique du gouvernement central, des outils pour la réforme de la Régideso, notamment les contrats de gestion, l'auditeur, etc. « Cet audit permettra de fournir à l'État et à ses partenaires l'assurance que toutes les clauses du contrat sont appliquées par les parties et que les données et les indicateurs fournis et calculés par la Régideso sont sincères et vérifiables », déclare la BM.

Pour l'avenir, il faut continuer à mobiliser l'argent nécessaire à la relance du secteur de l'eau. Dans son programme, le gouvernement central n'hésite pas à tabler sur un taux optimiste d'accès à l'eau et à l'assainissement de 70 %. Or, cet objectif exigera un investissement d'au moins 3,5 milliards de dollars américains sur une période de cinq ans. Au moins 1,2 milliard devra être orienté vers la Régideso. Sur ce point, l'équation est loin d'être résolue.

Laurent Essolomwa



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!
RECRUTEMENT



Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES
rejoignez notre équipe marketing



+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

NIGER

Le président réitère son engagement de se retirer en 2021

En visite officielle en France, Mahamadou Issoufou a confirmé, le 4 juin, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision "France 24", qu'il n'a aucune intention de modifier la Constitution nigérienne ni de briguer un troisième mandat.

La réponse du président nigérien vient couper court à des rumeurs entretenues dans certains milieux de son pays qui lui attribuent l'intention de vouloir faire réviser la Constitution, par la faveur de sa majorité au parlement, pour briguer un troisième mandat présidentiel.

« Je confirme de manière irréversible que je ne vais pas modifier la Constitution et que je ne briguerai pas un troisième mandat », a clamé le chef de l'Etat, interrogé par un journaliste de "France 24" sur le sujet. « S'il y a des pays

où cela se justifie, pour le cas du Niger, ça ne se justifie pas », a-t-il précisé.

Pour rappel, Mahamadou Issoufou a été élu à la tête du Niger en 2011, puis reconduit en 2016 pour un second mandat de cinq ans qui arrivera à terme en 2021, conformément à la Constitution nigérienne.

S'il arrive à respecter cet engagement, ce serait pour la première fois depuis 1960 qu'il y aurait une passation de pouvoir pacifique au Niger. « Donc ce serait un événement historique pour le Niger, et j'espère que j'aurai la chance



Le président Mahamadou Issoufou répondant aux questions du journaliste (DR)

de rentrer dans l'Histoire comme étant le premier président du Niger qui aura passé, de manière pacifique, le témoin à son successeur », espère le président Issoufou. Sur un tout autre chapitre, soulignons qu'au moins neuf personnes ont trouvé la mort dans la nuit du 4 au 5 juin à Diffa (sud-est du Niger), dans plusieurs attentats attribués au groupe terroriste Boko Ha-

ram, apprend-on de sources concordantes.

Selon des élus locaux sur place, le drame a été perpétré par au moins trois kamikazes qui se sont fait exploser, tard dans la nuit, dans trois endroits différents situés dans le centre-ville de Diffa.

Les quartiers où se sont produites les explosions étaient restés bouclés le matin du 5 juin par les Forces de défense

et de sécurité. Cette attaque terroriste intervient après une relative accalmie dans la région, grâce notamment aux opérations de grande envergure engagées depuis plus d'un an par une force multinationale mixte composée des armées du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Nigeria contre le groupe terroriste Boko Haram.

Xinhua

« Je confirme de manière irréversible que je ne vais pas modifier la Constitution et que je ne briguerai pas un troisième mandat »

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

TTN

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE / AFRIQUE / ASIE / MOYEN-ORIENT

Avec ou sans
dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE

KINSHASA
MATADI, BOMA

Contact Paris : DJAMEL
+ 331 44 92 90 90 + 336 65 47 06 06
34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya ttnplus.wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie
+242 06 605 91 69 +242 05 522 49 99

Contact Kinshasa : Goga
+243 080 847 72 04

NATIONS UNIES

Une nouvelle présidente pour l'Assemblée générale

Originaire de l'Equateur et ministre des Affaires étrangères de son pays, María Fernanda Espinoza Garcés a été élue à la tête de l'instance, le 5 juin.



María Fernanda Espinoza Garcés

L'heureuse promue devient ainsi la quatrième femme à diriger l'Assemblée générale des Nations unies, depuis sa création il y a soixante-treize ans. En effet, María Fernanda Espinoza Garcés, qui remplacera en septembre le président de l'actuelle session de l'Assemblée générale, Miroslav Laják, l'a emporté par cent vingt-huit voix contre soixante-deux à Mary Elizabeth Flores Flake, représentante permanente du Honduras auprès des Nations unies.

Contente de sa victoire, la future présidente de l'Assemblée générale a dédié son élection à toutes les femmes du monde qui participent aujourd'hui à la vie politique et qui sont confrontées à des attaques politiques et médiatiques. Des attaques marquées, selon elle, par la discrimination. Cette élection est également dédiée aux femmes qui luttent tous les jours pour accéder à un emploi décent et celles qui sont victimes de violence.

Félicitant la nouvelle présidente, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a souligné que son expérience en tant que ministre des Affaires étrangères et ministre de la Défense de son pays ainsi que sa connaissance des négociations intergouvernementales sur les droits de l'homme, des femmes autochtones et du changement climatique aidera l'Assemblée générale à faire progresser l'ordre du jour des Nations unies. « *Au-delà de ces qualités professionnelles et personnelles admirables, je salue ce choix pour une autre raison. Car, cela fait plus de dix ans qu'une femme a été présidente de l'Assemblée générale, notamment lorsque Sheikha Haya Rashed Al-Khalifa de Bahreïn était présidente de la 61e session* », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, avant de rappeler que le monde fait actuellement face à des défis urgents et complexes, qu'il s'agisse des conflits ou de l'augmentation des inégalités et de l'aggravation du changement climatique. « *Cette Assemblée a un rôle essentiel à jouer dans le débat sur ces défis, surtout pour fournir des solutions qui changeront de manière significative et définitive la vie des gens* », a-t-il conclu.

Rock Ngassakys

DIASPORA

Gervais Loembé touche-à-tout

De son poste de délégué du préfet de la région Centre Val de Loire, en France, le Franco-Congolais n'oublie pas, cependant, de porter un regard permanent vers l'Afrique, en général, et plus particulièrement vers le Congo.

Avec, en partage, la double culture, le sens du devoir et du bien commun, le courage, l'engagement au service de la collectivité, ici en France, et là-bas au Congo, Gervais Loemba correspond à la diaspora constructive désireuse d'apporter sa pierre au développement de son pays d'origine. Il s'agit là d'une rencontre avec un éminent délégué de préfet d'un genre particulier. Depuis 2009, il est en charge de la

de sciences. Il fut enseignant en physique, aéronautique et astronomie, et rien, ou presque, en ces matières, ne lui échappe. Mais à ce jour, sa passion est plutôt multiforme. « *Toujours en réflexion à ce que nous pouvons apporter ici en France et là-bas au Congo* », confie-t-il.

Lors de la Semaine africaine de l'Unesco de cette année, outre la présentation de ses ouvrages sur la

déshydratés. « *Nous aurons au moins des fruits non traités aux additifs : des produits authentiques ! C'est ainsi que j'élabore des pâtes de fruits de bananes, de mangues, de papaye et d'autres fruits exotiques. J'extrais les liquides pour les transformer en sirop, cidre et liqueurs. Cela pourrait représenter des débouchés et créer des emplois. Car l'agro-transformation est un des secteurs susceptibles d'assurer l'information et la formation pour tous, en vue d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire*



Gervais Loembé (4e de la droite vers la gauche), entouré de ses amis lors de la Semaine africaine 2018 de l'Unesco. Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

politique de la ville dans les quartiers prioritaires de la Source, des Blossières et Dauphine St Marceau à Orléans, en France, dans la région Centre Val de Loire. Sur le terrain, il a fait de l'insertion professionnelle son cheval de bataille. Ses actions ont permis à près de mille deux cents jeunes de trouver un stage professionnel.

L'homme de terrain, titulaire d'un Capes, est pourtant passionné

culture, Gervais Loembé, au stand Congo animé par Motsé Akanati, a proposé aux visiteurs une série de produits alimentaires à base de fruits exotiques transformés. « *Trop souvent, au Congo, à la belle saison, les fruits tombent et ne sont pas valorisés* », constate-t-il.

Afin d'éviter ce gâchis, il propose de les ramasser pour en faire de la confiture, de la gelée, de la pâte de fruits, du vinaigre ou des fruits

dans nos pays d'Afrique subsaharienne », ajoute-t-il.

« *Et pourquoi pas, s'interroge-t-il, faire connaître nos produits dans une gamme de luxe qui pourrait être une aubaine à envisager en confiserie fine ?* ».

Gageons que, d'ici peu, d'autres idées singulières germeront dans l'imaginaire créatif de Gervais Loembé, pour le bien de tous.

Marie Alfred Ngoma

Musée galerie du Bassin du Congo

ARRÊT SUR IMAGE



Delphine Sabourault et Sylvain Georges du groupe TV5 monde ont écrit, le 5 juin, dans le livre d'or « *Merci pour cette magnifique visite. Un endroit très intéressant* ».



Une équipe de l'ambassade de Chine au Congo, constituée du premier conseiller, Sun Chengbo, de l'attaché culturel, Yang Tong, de l'attaché économique et commercial, Hao Jian et de Mme Zhuang Yunjin de l'ambassade de Chine à Kinshasa, a visité le Musée Galerie du Bassin du Congo. Sun Chengbo a écrit ceci dans le livre d'or : « *Un véritable trésor de la culture, qui nous permet de bien connaître ce pays* ».

UBA LANCE LEO, LE BANQUIER VIRTUEL ET RÉVOLUTIONNE LA BANQUE DIGITALE



L'institution financière panafricaine, United Bank for Africa (UBA) change la face de la banque digitale avec la présentation de Leo, un banquier virtuel qui permet aux clients d'utiliser leurs comptes sur les réseaux sociaux et d'effectuer des transactions bancaires cruciales.

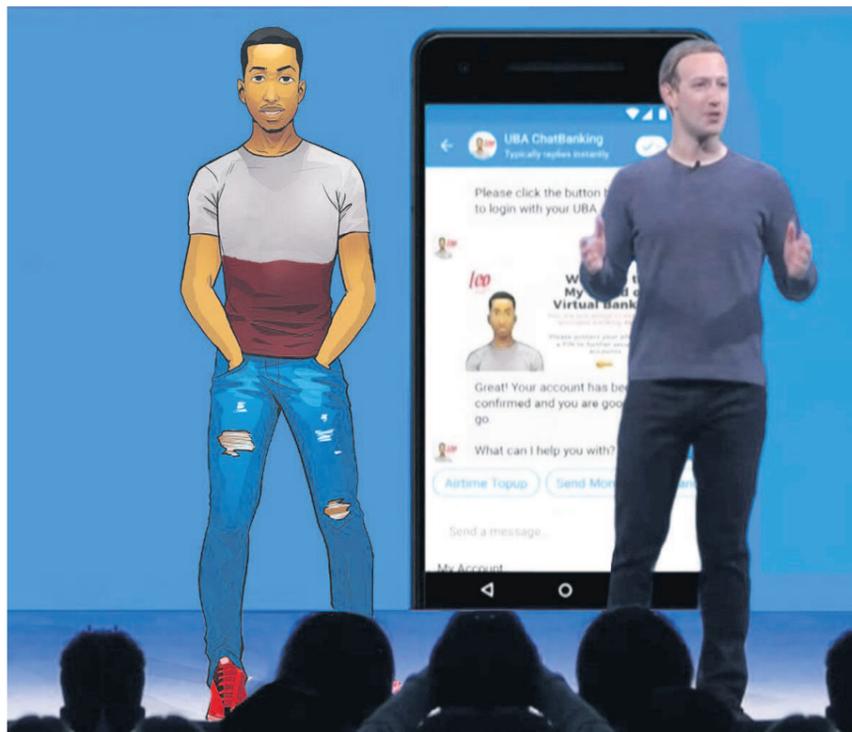
Lors du lancement officiel de Leo, le banquier virtuel de UBA, à Lagos (Nigeria), les différentes étapes de la nouvelle façon de dispenser un mode de vie et une expérience bancaire de qualité via la plateforme de discussion en ligne de Facebook, ont été démontrées aux clients de la banque.

C'est la première fois en Afrique, qu'une institution financière propose une telle solution pour simplifier les transactions faites par les clients. Un besoin vital dans le monde trépidant d'aujourd'hui ou les clients exigent une rapidité croissante vis-à-vis de leurs demandes.

Avec le lancement de LEO, le banquier virtuel, les clients pourront ouvrir de nouveaux comptes, recevoir instantanément des notifications de transactions, vérifier leurs soldes à souhait, transférer des fonds et recharger leurs comptes. Ils pourront également confirmer les chèques, payer les factures, geler les comptes, demander des mini relevés, entre autres.

A cette occasion, le Directeur Général de UBA Congo, Vincent Ngimbock a déclaré « le lancement de Leo fait partie des initiatives visant à mettre les clients de la banque au premier plan, UBA développant continuellement des stratégies visant à faciliter les transactions pour les nombreux clients de la banque tout en assurant une sécurité maximale à leurs transactions ».

Dans la suite de son allocution, il a ajouté : « La formulation de ce produit est conforme à la



philosophie ou le client prime, nous ne faisons pas les choses à notre goût, mais selon ce que les clients veulent, là où ils le veulent et sur la plateforme de leur choix. Chez UBA, nous travaillons avec des géants de la technologie qui ont une capacité à échelle mondiale d'assurer non seulement des opérations bancaires transparentes mais aussi sans effort pour des millions de nos clients à travers l'Afrique. Chez UBA, nous avons collaboré avec Facebook pour proposer cette innovation capable de révolutionner la manière dont les opérations bancaires se font en Afrique ».

Le DG du Groupe UBA, Kennedy Uzoka a annoncé

que Leo sera dans un proche avenir, présent sur d'autres plates-formes de réseaux sociaux et a ajouté que la seule obligation pour utiliser Leo est d'avoir un compte Facebook.

Dévoilant le personnage Leo, Kennedy Uzoka a déclaré : « L'intelligence de Leo vous donnera instantanément des commentaires et retours sur l'activité de votre compte ou de votre entreprise sur la plateforme. Une solution qui est essentiellement axée sur la satisfaction du client et facile à utiliser pour tout le monde ».

Intervenant lors du lancement de Leo, le Directeur de la banque digitale du Groupe, Austine Abolusoro qui a fait une démonstration étape par étape

du fonctionnement de Leo, a rappelé que Leo n'est pas seulement une machine interactive, mais une intelligence artificielle destinée à répondre à tout type de préoccupations bancaires soulevées par les clients.

Leo est prêt à aider pour la plupart des transactions et à fournir toute autre forme de services bancaires. Leo exploite une plate-forme bancaire sur facebook et messenger pour vous assister dans vos transactions tout en discutant avec vos amis et partenaires commerciaux. La sécurité avec cette plate-forme est que pour chaque transaction, un mot de passe à usage unique (OTP) est généré sur le numéro de téléphone enregistré sur votre compte. «

Il a expliqué qu'avec Leo, vos besoins bancaires deviennent simples et faciles. Aussi simple que de « chatter ».

UBA a été constituée au Nigéria en tant que société à responsabilité limitée après avoir repris les actifs de British Bank et de la French Bank Limited qui opéraient au Nigéria depuis 1949. La United Bank for Africa (UBA) Plc a fusionné avec Standard Trust Bank en 2005 au Nigeria - la plus grande économie d'Afrique - UBA est devenue l'un des principaux fournisseurs de services bancaires et financiers sur le continent africain.

La Banque fournit des services à plus de 14 millions de clients dans le monde, grâce à l'un des canaux de services les plus divers en Afrique subsaharienne, avec plus de 1 000 agences et points de contact clients et de solides plateformes bancaires en ligne et mobiles.

UBA a été la première banque nigérienne à lancer un premier appel public à l'épargne suite à son introduction en Bourse en 1970. C'était également la première banque nigérienne à émettre des certificats de dépôt mondiaux. Les actions d'UBA sont cotées à la Bourse nigérienne et la Banque dispose d'une base d'actionnaires bien diversifiée, qui comprend des investisseurs institutionnels étrangers et locaux, ainsi que des actionnaires individuels.

" Enfin au CONGO ! "

Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ LES BIENVENUS ! "




- Qualité, Prix, Service après vente assuré


 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
 en face de la station Puma


 05 035 06 06

www.condor.dz

**INSTITUT
FRANÇAIS**

DU CONGO

BRAZZAVILLE

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 4 AU 10 JUIN 2018

MERCREDI 06 JUIN

19H00 : Mercredi à la cafèt' avec Congo Ndulé Jazz hommage à Jeff Luna

JEUDI 07 JUIN

18H00 : Conférence – Aires protégées : moteurs du développement rural

VENDREDI 08 JUIN

18H00 : Concert Ngoma Za Kongo

SAMEDI 09 JUIN

16H00 : Remise de prix Concours Land Art

19H00 : Ciné Spécial - Première du film Elonga de Liesbeth Mabilia

DIMANCHE 10 JUIN

16H00 : Résidence les bantous de la capitale à la cafèt'

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois

DIPLOMATIE

Le Canada accueille le sommet du G7

La rencontre des sept pays les plus industrialisés du monde (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Italie et Japon) qui se tient du 8 au 10 juin, à La Malbaie, s'annonce ébranlée par la guerre commerciale avec les alliés, déclenchée par le président américain, Donald Trump.

Les discussions porteront, entre autres, sur la croissance inclusive, l'avenir du travail et du commerce, la paix et la sécurité, l'égalité femmes-hommes et le changement climatique. Au sujet du commerce, la difficulté pour les dirigeants du G7 sera de tomber d'accord sur un communiqué final avec les Etats-Unis. Ce qui n'est pas nouveau, puisque lors du précédent sommet des pays riches à Taormine (Italie), la délégation américaine avait refusé de signer la déclaration finale pour cause de retrait de l'accord de

Paris sur le climat. Et pas plus longtemps que la semaine dernière, Washington a également refusé de signer la déclaration finale de la réunion de l'Organisation de coopération et de développement économiques, rejetant les négociations multilatérales, jugées inefficaces.

Le G7 finances, dont les travaux se sont achevés le week-end dernier au Canada, n'avait non plus donné lieu à une déclaration commune. La rencontre avait pris les allures d'un G6 +1 (Etats-Unis), selon l'expression du ministre français des Fi-

nances, Bruno Le Maire. Evoquant le climat qui devra prévaloir durant le sommet, la présidence française a indiqué que les six auront probablement des difficultés pour préserver l'unité en leur sein. « *Le défi est d'essayer de préserver une unité à l'intérieur du G7 et vis-à-vis de l'extérieur; mais il ne faut pas hésiter à exprimer de manière ferme les intérêts de la France et de l'Europe* », a averti l'Elysée.

En ce qui concerne la politique commerciale, les discussions devraient se concentrer sur la décision de Donald Trump d'imposer à tous les fournisseurs des Etats-Unis de lourdes taxes sur les importations d'acier et d'aluminium, y compris à l'Europe, au Canada et au

Japon, ses plus proches alliés. Pourtant, l'Europe et le Canada avaient, dans un premier temps, obtenu un sursis mais à leur grande déception, le patron de la Maison-Blanche leur a finalement appliqué les mêmes taxes qu'aux autres.

Plusieurs observateurs pensent que le sommet du Québec risque de déboucher effectivement sur une guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs partenaires, ainsi que son isolement sur plusieurs fronts, comme le réchauffement climatique et le multilatéralisme.

Le dossier du nucléaire iranien fait également partie des pommes de discorde entre Européens et Américains. Les vingt-huit sont notamment inquiets de la décision américaine

de sortir de l'accord y relatif, au moment où Washington fait pression sur leurs entreprises pour qu'elles quittent l'Iran, comme vient de le décider le constructeur automobile français PSA. Cette société qui vendait près de quatre cent cinquante mille véhicules dans le pays va plier bagage, cédant aux injonctions américaines qui menacent de représailles les entreprises étrangères faisant affaire avec Téhéran.

Le président français, Emmanuel Macron, est arrivé le 6 juin à Ottawa pour rencontrer le Premier ministre canadien, Justin Trudeau. Cette visite qui intervient juste avant le sommet du G7 a pour but de resserrer les liens entre leurs deux pays.

Nestor N'Gampoula

PÊCHE MARITIME ILLÉGALE

Un crime halieutique très marquant

Près de cent soixante-dix millions de tonnes de produits aquatiques sont récoltés chaque année depuis 2015, pour un chiffre d'affaires annuel de deux cent dix-huit milliards de dollars.

Tous les spécialistes de la pêche maritime assurent que les produits aquatiques offriront dans l'avenir, auprès d'une population mondiale toujours croissante, l'une des sources majeures de la sécurité alimentaire et de la nutrition. D'après les données des Nations unies et de la FAO, 70% de la biomasse marine est surexploitée, au point de ne plus pouvoir se régénérer à temps. 30% de la population de poissons ne sont plus qu'à 10% de leur capacité de reproduction.

Sur les neuf mille à dix mille tonnes de poissons pêchés par heure, pratiquement la moitié est gaspillée. Or, près de dix milliards d'habitants devront être nourris en 2050. Le code de conduite pour une pêche responsable



adopté en 1995 lors de la conférence de la FAO n'est pas respecté.

Malgré le plan d'action de 2001 contre la pêche illicite non déclarée et non réglementée entré en vigueur en juin 2016, les mers continuent d'être spoliées dans des proportions qui défient toute logique de sauvegarde de l'humanité. Quelque vingt-six millions de tonnes de poisson sont ainsi pêchées illégalement chaque année, soit plus de 15% de la production totale de la pêche de capture dans le monde.

Outre les dégâts sur le plan économique, ces pratiques mènent la biodiversité et la sécurité alimentaire à leur perte. Des milliers de chalutiers portant pavillons de complaisance ou sans pavillon parcourent en permanence les océans. Beaucoup proviennent de la flotte démantelée de l'ex-URSS, mais aussi d'Asie et parfois d'Europe.

Souvent dissimulé dans des stocks de pêche autorisée et vendu mélangé aux produits de la mer distribués légalement, le poisson issu de la pêche INDNR est difficile à tracer, devenant par nature une cible de choix pour les organisations mafieuses. Les profits de la pêche INDNR leur rapporteraient entre dix et vingt milliards de dollars par an.

Parmi les délits identifiés, le crime halieutique (piscicole) est sans nul doute l'une des criminalités environnementales les plus marquantes de ces dernières années.

Noël Ndong

BURUNDI

Le parlement se prépare pour se conformer à la nouvelle Constitution

Les deux chambres, à savoir l'Assemblée nationale (chambre basse) et le Sénat (chambre haute), ont ouvert, le 5 juin, solennellement leurs sessions respectives de juin dans l'attente de la promulgation de la nouvelle loi fondamentale pour «s'y conformer immédiatement» au niveau des clauses régissant l'une et l'autre.

L'Assemblée nationale attend la promulgation de la nouvelle Constitution par le chef d'Etat burundais pour «s'y conformer immédiatement», a annoncé son président, Pascal Nyabenda, lors de la cérémonie d'ouverture de la session ordinaire de juin, au Palais des congrès de Kigobe, au nord de Bujumbura-Mairie.

Le 31 mai dernier, la Cour constitutionnelle a validé « définitivement » les résultats du référendum constitutionnel du 17 mai sur le projet de Constitution amendée marqués par une approbation de la nouvelle loi fondamentale du pays par plus de 70% des Burundais qui ont voté.

« *Au cours de ce mois de juin, le parlement burundais va continuer à travailler; parce qu'il va directement basculer de l'ancienne Constitution à la nouvelle. La promulgation de la nouvelle Constitution nous permettra, en tant qu'Assemblée nationale, de réaliser deux grandes activités* », a précisé Pascal Nyabenda.

Sur ce, le président de l'Assemblée nationale a cité l'adoption du règlement d'ordre intérieur de cette chambre, conformément au prescrit de la nouvelle loi fondamentale burundaise via la validation ad hoc par la Cour constitutionnelle, ainsi que l'analyse et l'adoption des amendements de la loi budgétaire 2018 pour l'adapter à cette nouvelle Constitution, conformément à l'esprit du Traité-fondateur de la Communauté est-africaine (CEA).

A présent, la CEA regroupe six Etats, à savoir le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie qui en ont été fondateurs en 2000, le Burundi et le Rwanda qui l'ont rejointe en 2007, ainsi que le Soudan du Sud dont l'adhésion

remonte à l'an 2016.

Ainsi, pour s'adapter au calendrier budgétaire dans les cinq autres pays de la CEA, la chambre basse du parlement burundais va se conformer au prescrit de l'article 179 de la nouvelle Constitution du pays, aujourd'hui en attente de promulgation.

De son côté, le Sénat a ouvert sa session ordinaire de juin au quartier urbain de Rohero, au sud-est de Bujumbura.

A cette occasion, la première vice-présidente de l'institution, Spès-Caritas Njebarkanuye, a mis l'accent, dans son allocution, sur la « protection du patrimoine environnemental » national, avec un focus sur le reboisement des « montagnes dénudées » du fait des dégâts causés par des déboisements récurrents d'année en année.

« *Le Sénat compte demander au gouvernement burundais du président Pierre Nkurunziza, de prendre des mesures appropriées d'allure punitive contre les auteurs des constructions anarchiques le long littoral du lac Tanganyika en violation des codes de l'environnement et de l'eau* », a-t-elle averti.

A noter que la composition des deux chambres parlementaires burundaises, au niveau de la nouvelle Constitution, est bâtie selon l'esprit des équilibres ethniques hutu-tutsi hérités de l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, conclu le 28 août 2000 entre les protagonistes burundais d'alors.

Selon les articles 176 et 188 de la nouvelle Constitution, le président de l'Assemblée nationale et le président du Sénat, doivent respectivement être « uniquement de nationalité burundaise d'origine ».

Signalons que la promulgation de la nouvelle Constitution burundaise, adoptée par le référendum du 17 mai, consacrera la « révision effective » de la Constitution actuelle adoptée par « le référendum du 28 février 2005 » et promulguée le 18 mars de la même année.

Xinhua

EDUCATION

L'Ecole spéciale de Brazzaville menacée de fermeture

La directrice de l'établissement, Brigitte Liyombi, est prête à fermer les portes si l'Etat congolais n'intervient pas financièrement dans son fonctionnement.

Depuis près de cinq ans, l'Ecole spéciale de Brazzaville, un établissement scolaire conventionné de titre 1, ne reçoit plus l'aide de l'Etat congolais comme auparavant, affirme sa directrice. Cette école, située sur l'avenue Loutassi, dans le quatrième arrondissement, Moundali, ne fonctionne plus que grâce aux subventions des associations dénommées Les amies de l'Ecole spéciale de Brazzaville et La congrégation des filles de la charité de Vincent-de-Paul.

« Nous sommes dans l'incapacité de payer les enseignants. Même au sein de la congrégation, nous n'avons plus de moyens comme avant pour faire fonctionner l'établissement. Si ces difficultés persistent, nous procéderons très bientôt à la fermeture de cette école », a confié la directrice, lors d'un entretien avec Les Dépêches de Brazzaville. « Sur quatre-vingt-douze enseignants, seulement quatorze sont reconnus et pris en charge par l'Etat. Les soixante-dix-huit autres sont gérés par la direction générale de l'établissement », s'est plainte Brigitte Liyombi qui accueille plus de deux mille élèves, essentiellement des enfants vivant avec handicap physique ou mental, des déscolarisés, ceux ayant un fort retard scolaire ainsi que les élèves issus des milieux sociaux défavorisés.

Par ailleurs, dans le souci d'améliorer la situation des prestataires bénévoles de son école, la sœur Brigitte Liyombi dit avoir, plus d'une fois depuis son arrivée en 2009, essayer de les aider en vain. Il y a certains enseignants qui sont prestataires depuis vingt ans et d'autres plus.

Pour résoudre tant soit peu cette situation, l'Ecole spéciale de Brazzaville, un établissement catholique, s'était entendue avec les parents d'élèves pour que chaque enfant verse la somme de 5000 FCFA par année scolaire mais cet accord n'est pas respecté. Notons que, pour payer tous les enseignants, l'école doit disposer d'environ sept millions de FCFA.

Créée en 1975, l'Ecole spéciale de Brazzaville a pour but de scolariser les enfants vivant avec handicap et faire des recyclages aux adultes. On y trouve également des ateliers de soudure, de couture et de menuiserie. L'école forme aussi en cuisine, en maraîchage, en électricité, en coiffure, en garnissage et en vannerie.

Yannick Mamboundou-Likibi, stagiaire

EROSIONS À MFILOU

Plus de cinq mille habitations emportées par les eaux de pluie

Des maisons entières ont été englouties ces cinq dernières années sur au moins deux cents hectares, dans le septième arrondissement de Brazzaville, pour la plupart au quartier Ngambio.



Vue d'une érosion à Ngambio (Adiac)

Le constat a été fait sur le terrain, le 5 juin, par une délégation de l'ONG « Le livre du Congo blanc », à l'occasion du lancement de son projet « Un sac de ciment pour sauver Mfilou et sa population ». Les quelques rescapés rencontrés sur place ont indiqué que l'hécatombe vécue dans le quartier Ngambio s'explique par le fait de la convergence des eaux venant en amont de l'école primaire Itsali, de Sadelmi et du village Ntsouélé, dans le département du Pool, faute d'une bonne canalisation. « La situation que vous voyez s'explique de deux façons. Non seulement on n'a pas pris des

mesures adéquates pour arrêter le phénomène à ses débuts, mais il y a aussi le laxisme des autorités qui ont, depuis 2013, laisser pourrir la situation », a expliqué un habitant du quartier. « Je vivais d'abord au quartier L'ombre, tout juste au marché. On a connu des érosions et la maison était engloutie. J'ai cherché où vivre avec ma famille et je suis venu ici. Malheureusement, les érosions nous ont suivis et nous sommes menacés. On ne trouve même pas la solution. Nous sommes en difficulté. Le quartier Ngambio et ses environs sont désertiques et même menacés de

disparition », a indiqué, pour sa part, Daniel Samba, un autre habitant de Ngambio.

Selon les habitants du quartier, ces érosions ne peuvent être arrêtées que par l'aménagement de la voie principale du quartier Sadelmi ainsi que celle partant de Moukondo en direction de Mayama, en passant par la cité des 17. « Sur cette voie, des conduits d'eau doivent être aménagés jusqu'à la rivière Tsiémé. C'est l'unique moyen d'arrêter ces érosions. Si on n'y prend pas garde, elles amèneront à la disparition totale de Ngambio », a conclu une dame.

Jean-Jacques Koubemba

PROMOTION DE L'ALIMENTATION BIO

Des entrepreneurs exposent leurs produits au village de la biodiversité

Placée dans le hall de l'Institut français du Congo (IFC), l'exposition met en valeur des aliments naturels produits exclusivement dans le pays.

L'activité est organisée par l'IFC, en partenariat avec la délégation de l'Union européenne et l'ambassade des Etats-Unis au Congo. Elle s'inscrit dans le cadre de la célébration, le 5 juin, de la Journée mondiale de l'environnement et la semaine mondiale de la diplomatie climatique.

Jusqu'au 17 juin, une vingtaine d'entreprises va exposer des produits et services « au village de la biodiversité » dans lequel on trouve des stands des associations de protection de la nature et de la faune, des pépiniéristes bio, du moringa ainsi que des produits et l'artisanat bio.

Cette initiative, une première au Congo, vise la promotion des entreprises qui fabriquent des aliments et produits bio. Parmi les structures ayant des stands, il y a Kiéssé mingui avec sa bouillie de maïs, Equation bio qui produit les biscuits à base des courges, Eden qui évolue dans la production d'œufs frais, Bdk qui est une entreprise de fabrication d'huile cosmétique.

Dans son mot de circonstance, Bertrand Cochery, ambassadeur de France au Congo, a plaidé pour le respect de la nature et la promotion de la biodiversité culturelle. « Nous devons ensemble et consciemment lutter contre le changement climatique. La biodiversité est une véritable nécessité pour l'existence de notre planète », a-t-il déclaré. Notons que dans le cadre de la célébration de cette journée, la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, a fait une déclaration dans laquelle elle invite les citoyens du monde à changer leurs comportements et à faire évoluer leurs mentalités dans la lutte contre la pollution.

Rude Ngoma, stagiaire

FORMATION QUALIFIANTE

Les chefs de quartier sollicités pour sensibiliser les jeunes

Le responsable de la sous-composante 2 du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), Marcel Monka, a expliqué, le 6 juin, aux chefs de quartier de l'arrondissement 8, Madibou, l'intérêt de la campagne de sensibilisation et de mobilisation des jeunes vulnérables dans le cadre du projet, lors de la séance de travail au siège de la mairie.

L'objectif a été d'inciter les responsables de quartier à s'impliquer davantage dans la campagne de sensibilisation à la collecte de candidatures qui se tiendra dans les différents sites retenus à Brazzaville et Pointe-Noire. La formation concerne plus de quatre mille cinq cents jeunes des villes de Brazzaville et Pointe-Noire, a expliqué Marcel Monka, précisant qu'elle concerne la couche juvénile âgée de 16 à 30 ans issue des familles pauvres. Les jeunes seront formés gratuitement dans plusieurs filières après la

sélection faite par la Banque mondiale selon les critères retenus.

Selon lui, plusieurs filières ont été retenues, notamment la couture, la soudure, la menuiserie, la coiffure, le carrelage, l'électricité ainsi que la formation fondée sur l'alphabétisation fonctionnelle et l'apprentissage pour les jeunes adolescents déscolarisés. Il a, en outre, invité les chefs de quartier à la réussite de cette campagne. « Sensibilisez les jeunes à la formation afin d'apprendre un métier. Le choix du métier sera fait par le candidat lui-même, à travers un extrait de projection vidéo », a indiqué Marcel Monka.

Les interrogations des chefs de quartier ont porté sur les centres de formation de ces jeunes, les maîtres artisans compétents, le certificat de fin de formation, leur motivation pour la sensibilisation ainsi que les équipements pour la visibilité de la campagne dans les quartiers.

Rappelons que lors du lancement officiel de

la campagne de sensibilisation et de mobilisation, le 5 juin, par le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, le coordonnateur du projet de développement des compétences pour l'employabilité, Auxence Léonard Okombi, a présenté le projet, expliquant qu'il a été lancé au Congo en 2014 et les activités avaient débuté en janvier 2015. Le projet est cofinancé par le gouvernement et la Banque mondiale. Il vise à promouvoir l'acquisition des compétences à l'emploi et l'entrepreneuriat pour les jeunes vulnérables vivant en zones urbaines et périurbaines de Brazzaville et Pointe-Noire.

La première formation avait concerné quinze mille jeunes vulnérables qui ont bénéficié des stages pré-emploi. « Ce faible taux de réalisation se justifie par l'insuffisance du nombre des prestataires de formation, la capacité d'accueil des prestataires identifiés, le financement de 2/3 d'activités avec les Fonds du gouvernement, la difficulté dans l'insertion et bien d'autres », a-t-il rappelé. Le ministre Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes a indiqué, dans son allocution, que le projet est une école de seconde chance pour les jeunes désœuvrés et déscolarisés.

Cette formation, a-t-il poursuivi, permet de favoriser l'insertion socioprofessionnelle et de lutter contre la précarité de la vie, la pauvreté et le chômage des jeunes. « La campagne lancée aujourd'hui doit être une véritable source de motivation des jeunes pour apprendre, rien qu'apprendre, afin de contribuer efficacement à l'œuvre de construction, de développement, d'enrichissement et d'épanouissement du Congo », a-t-il déclaré.

Lydie Gisèle Oko



Echange entre les chefs de quartier et l'équipe du PDCE (Adiac)

GENRE

Lancement d'une formation sur la méthodologie de collecte et analyse de données

Vingt-huit cadres et agents du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement suivent l'atelier de renforcement des capacités de trois jours qui se déroule au Centre de recherche d'information et de documentation sur la femme (CRIDF).

Organisé avec le concours technique du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'atelier de formation s'inscrit dans le cadre du programme « Pilotage de la politique du ministère découlant du programme d'activités de l'année 2018 du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement ». En effet, la formation sur la méthodologie de collecte, de traitement et analyse de données permettra, à n'en point douter, aux participants d'acquérir des connaissances nouvelles en vue de les rendre plus performants et d'en faire de bons enquêteurs.

S'exprimant au nom du représentant résident du Pnud au Congo empêché, Joseph Ikoubou a rappelé que la production, l'utilisation et la maîtrise des données en général revêtent d'un enjeu politique central dans les différents processus de développement socioéconomique des Etats. Selon lui, l'amélioration de la production et l'utilisation des statistiques genre restent de sérieux problèmes pour les pays africains dont le Congo

qui accuse des faiblesses réelles en matière de disponibilité des statistiques utiles pour une bonne planification du développement et une bonne prise de décision.

Le ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, qui doit être le creuset de la production des données sur le genre, ne pouvait que s'investir dans le renforcement des capacités de son personnel dans ce domaine, a-t-il souligné. « *Le Pnud ne peut que se féliciter de cette initiative qui entre bien dans le cadre du partenariat qui existe depuis quelques années entre votre ministère et notre bureau et qui a déjà produit des fruits en termes d'élaboration d'un certain nombre de documents de planification de votre secteur. Le renforcement des capacités et du cadre institutionnel de la nouvelle politique nationale genre étant un des piliers de ce partenariat, le Pnud est disposé à accompagner toute initiative dans ce domaine que le ministère met en route* », a promis Jo-



Les participants/Adiac

seph Ikoubou.

Lançant les travaux, la directrice de cabinet de la ministre en charge des questions du genre, Cornélie Gabrielle Adou Ngapi, a déclaré que le renforcement des capacités du personnel de ce département était un impératif. Ceci pour être en harmonie avec la vision consistant à mettre à la disposition des décideurs politiques une information fiable pouvant leur permettre de prendre de bonnes décisions sur les questions des femmes

et de genre. Rappelant les missions de la direction générale du CRIDF, elle a déclaré qu'outre la collecte, le traitement et la diffusion des données sur la femme et le genre, cette structure a pour rôle de créer et mettre à jour une banque de données sur les questions des femmes et de genre. « *L'atteinte de ces objectifs nécessite que les participants et les principaux animateurs de la structure disposent des atouts et des compétences requises en matière*

de collecte, de traitement et d'analyse des données. J'ai la parfaite conviction que les enseignements qui seront donnés et les échanges d'expériences que vous aurez au cours de cette session contribueront à améliorer vos performances dans le cadre de l'accomplissement des missions dévolues au ministère », a-t-elle espéré, exhortant les participants à s'y impliquer.

Parfait Wilfried Douniama

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ENVIRONNEMENT

Lancement du projet Changements climatiques

L'initiative portant sur la troisième communication nationale et le premier biennal de mise à jour de la République du Congo à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, a été lancée le 5 juin à Brazzaville, par le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo.

Vingt-six ans après l'adoption de la Convention cadre sur les changements climatiques à Rio, en 1992, le Congo n'a cessé de parler de ce fléau dont les conséquences néfastes impactent la vie de millions d'individus sur cette planète.

Lançant officiellement le projet au nom de sa collègue du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan-Nouault, Dieudonné Moyongo a indiqué que le combat n'est pas gagné, tel que l'illustrent les différents protocoles et autres accords qui continuent d'être signés dans ce domaine. Les différentes parties prenantes à cette problématique doivent redoubler d'efforts ainsi que le stipule l'Accord de Paris sur le climat, et chacun doit porter son fardeau.

La République du Congo, qui participe au concert des nations, est partie prenante pour la Convention climat et l'a ratifiée en 1996, ainsi que ses instruments juridiques subséquents que sont le protocole de Kyoto et l'Accord de Paris. Sous la clairvoyance du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Gusso, président de la Commission climat du Bassin du Congo, le Congo n'a ménagé aucun effort dans la recherche des solutions idoines

au défi climatique, a déclaré le ministre.

Ainsi, dans le cadre de la conservation de son capital naturel, pourvu d'une biodiversité extraordinaire, le Congo a consacré 13% de son territoire à dix-sept aires protégées. En outre, depuis 2008, il a adhéré au processus de réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts (Redd+) et soumis sa contribution déterminée au niveau national à la convention. Plus récemment, le 1er sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission climat du Bassin du Congo et du Fonds bleu pour le Bassin du Congo sur l'opérationnalisation de ces deux outils s'est tenu, le 29 avril dernier, à Brazzaville.

Dieudonné Moyongo a rappelé que la Commission climat du Bassin du Congo, présidée par la République du Congo, est l'une des trois commissions créées par les chefs d'Etat et de gouvernement africains à l'issue du sommet de l'action organisée en marge de la COP22 à Marrakech, sous l'initiative de sa Majesté Mohamed VI, roi du Maroc, en vue de renforcer les actions de lutte contre les changements climatiques sur le continent en lien



avec le développement économique de l'Afrique.

Au nombre des initiatives à caractère financier, figurent évidemment le Fonds bleu pour le Bassin du Congo et les autres outils financiers déjà créés en Afrique centrale et de l'est à l'image du Fonds pour l'économie verte en Afrique centrale. Par ailleurs, la découverte dans la cuvette centrale des deux Congo des tourbières parmi les plus importantes au monde, qui couvrent une superficie de 145 500km² et qui emprisonnent trente milliards de tonnes de carbone, accentue la responsabilité du pays face à la question climatique. En effet, le lancement du pro-

jet Changements climatiques portant sur la troisième communication nationale et le premier rapport biennal actualisé, arrive à point nommé pour permettre au Congo la mise à jour de ses données dans ce domaine. La préparation des rapports nationaux et leur communication au secrétariat de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques font partie des obligations de l'ensemble des pays en rapport avec cette convention.

Aussi, avec la mise en œuvre du nouveau régime climatique mondial à travers l'accord de Paris, le projet qui vient d'être lancé permettrait au pays,

sur une base participative, de parvenir, entre autres, à obtenir une compréhension globale des préoccupations liées aux changements climatiques dans le contexte des priorités nationales de développement ; catégoriser les principales sources d'émissions et d'absorptions des Gaz à effet de serre (GES) ; mettre à jour l'inventaire national des GES avec 2010 comme année de référence ; mettre à jour les informations sur la vulnérabilité du pays aux effets néfastes des changements climatiques ; élaborer un programme et une stratégie contenant des mesures pour atténuer les effets néfastes des changements climatiques ; élaborer un plan et une stratégie pour la mise en œuvre des activités liées à l'intégration des considérations relatives aux changements climatiques dans les politiques sociales, économiques et environnementales du pays ; identifier les contraintes, lacunes et besoins connexes (financiers, techniques et de capacité).

Tous ces éléments constitueront la base qui permettra au pays de se prononcer conséquemment sur sa contribution nationale déterminée à la mise en œuvre de l'Accord de Paris, dont une version révisée sera communiquée à la veille de la COP 26, juste après la publication du premier rapport biennal du Congo à la convention.

Bruno Okokana

L'ONG « Le livre du Congo blanc » vole au secours de la population de Mfilou

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement et dans l'optique de la préservation du septième arrondissement de Brazzaville, l'association a lancé, le 5 juin, en présence de l'administrateur maire, Jean-Marie Ndinga Odemba, le début des travaux du projet « Un sac de ciment pour sauver Mfilou et sa population ».

Trois sites ont été visités à l'occasion du lancement du projet, notamment celui de PK vers la gare du chemin de fer, de Ngambio vers la base aérienne, et enfin celui de Mouhouni, tous aujourd'hui dépravés à cause des intempéries. Le but de ce projet, a expliqué le coordonnateur du Livre du Congo blanc, Garcel Dubblon, est de lutter contre les catastrophes naturelles dans le septième arrondissement, au regard d'énormes dégâts occasionnés par les pluies. « C'est dans cette optique que nous nous sommes retrouvés ici. Il s'agit d'accompagner la population contre les phénomènes naturels, d'obtenir auprès des citoyens de bonne volonté qui pensent qu'il faut accompagner cet arrondissement de l'aide afin de réaliser ce projet », a-t-il ajouté.

Pour ce faire, l'ONG compte davantage sur l'appui de la population. « L'implication des citoyens est demandée. Notre force réside dans la participation populaire. Que tout le monde agisse, que les gens nous accompagnent pour réussir. Nous demandons à la population de Mfilou elle-même d'agir. Elle doit être en première ligne pour protéger le quartier et l'arrondissement », a-t-il poursuivi.

A travers cette action, l'association entend également accompagner les efforts de la mairie. S'adressant au maire Jean-Marie Ndinga Odemba, le coordonnateur a rappelé qu'à travers son expertise, Le livre du Congo blanc mettra à la disposition de la mairie des matériaux et l'expertise nécessaires, notamment le ciment et autres éléments, afin de



Garcel Dubblon assisté de Jean-Marie Ndinga Odemba lançant le projet (Adiac)

réaliser ce projet. Sur le terrain, Il s'agira de déplacer certaines canalisations qui empêchent la circulation des eaux; niveler le sol et

mettre des couches de bitume ou des pavés pour que les routes redeviennent praticables. Prenant la parole à son tour, Jean-Marie

Ndinga Odemba a loué l'initiative de l'ONG en indiquant qu'elle est la bienvenue.

Jean Jacques Koubemba

DIPLOMATIE

Jean-Yves Le Drian en visite à Brazzaville

Le ministre français des Affaires étrangères entame, ce 7 juin dans la capitale congolaise, une tournée africaine qui le mènera au Tchad et à Addis-Abeba (Ethiopie), a-t-on appris de source diplomatique française.

A Brazzaville, le chef de la diplomatie française s'entretiendra de la Centrafrique et de la Libye avec le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, avant de s'envoler dans l'après-midi pour N'Djamena, où il rencontrera le président tchadien, Idriss Déby Itno.

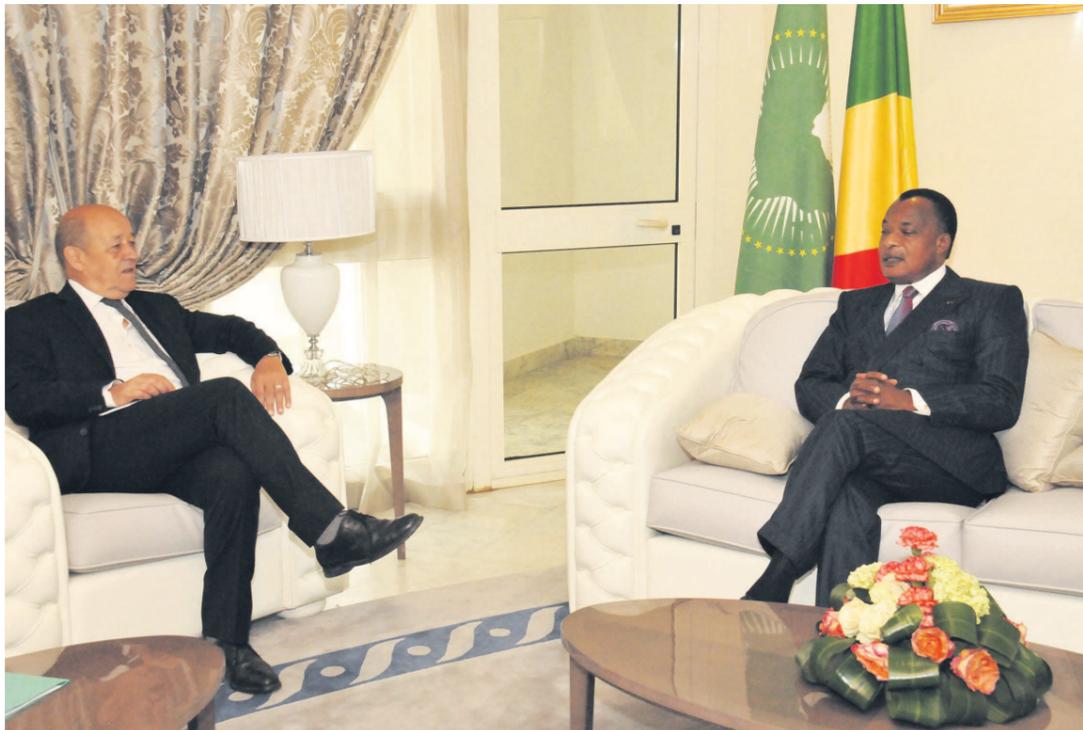
« On veut parler de la Centrafrique avec ceux qui peuvent avoir un impact sur ce dossier, faire en sorte que cela revienne sur le devant de la scène à l'UA », a indiqué la source, allusion faite, entre autres, au président Denis Sassou N'Guesso qui avait été médiateur dans la crise centrafricaine. Il faut noter que le président tchadien joue aussi un rôle majeur dans cette crise, en ce sens qu'il fait de son mieux pour empêcher qu'une rébellion tchadienne puisse profiter du chaos dans ce pays pour le transformer en base arrière.

Le programme de travail du chef de la diplomatie française prévoit qu'il se rendra le 8 juin à Addis-Abeba, en Ethiopie. Jean-Yves Le Drian achèvera cette dernière étape de sa tournée africaine par la rencontre qu'il aura avec le pré-

sident de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki, sur les opérations de maintien de la paix dans certains foyers de tension en Afrique.

La Centrafrique est plongée dans des violences intercommunautaires depuis que la rébellion Séléka, majoritairement musulmane, avait renversé le président François Bozizé en 2013. La France y est intervenue militairement la même année par l'opération Sangaris pour enrayer les affrontements avant de passer le relais à la Mission de l'ONU dans ce pays, forte de dix mille soldats. Cette force tente de prévenir les violences dans les provinces, mais leur persistance fait craindre un nouvel embrasement. La population redoute ce danger puisque des zones entières du pays sont encore sous la coupe des groupes armés qui se battent pour le contrôle des ressources.

Même si la France n'est plus en première ligne en Centrafrique, « c'est un sujet centrafricain et pour l'UA », a-t-on souligné à Paris, précisant que les autorités françaises sont toujours prêtes à



Le président de la République Denis Sassou N'Guesso s'entretenant avec Jean-Yves Le Drian (DR)

faciliter le dialogue et à faire passer des messages concernant ce pays. Malgré la présence de la Minusca, la Russie est aussi entrée dans le jeu en Centrafrique puisqu'en fin 2017, elle a été autorisée par l'ONU à livrer des armes et envoyer des instructeurs militaires à Bangui. Et d'après des sources concordantes,

les Russes sont désormais de plus en plus présents dans l'appareil étatique, y compris la sécurité présidentielle. Outre la situation en Centrafrique, Jean-Yves Le Drian et Denis Sassou N'Guesso discuteront sur des « sujets de gouvernance » politique et économique, a-t-on précisé de même source di-

plomatique. Paris faisait référence au fait que le Fonds monétaire international a conclu récemment un accord avec le Congo pour un programme de relance de l'économie du pays dans lequel l'institution a formulé des « exigences de gouvernance » aux autorités congolaises.

Nestor N'Gampoula

COMMERCE

La foire de Brazzaville démarre en août prochain

La deuxième édition de la foire dite « multisectorielle de Brazzaville » est prévue du 1er août au 15 septembre 2018, a annoncé mercredi, Basile Obongui, directeur général du Centre congolais du commerce extérieur (CCCE), lors d'une réunion avec l'équipe organisatrice.

« Nous avons eu l'accord du ministre de tutelle pour organiser l'édition après celle de 2016 qui avait eu lieu dans les jardins du Palais des Congrès de Brazzaville. Nous sommes déjà avancés dans la construction des stands sur le site choisi cette fois-ci », a déclaré Basile Obongui.

Sur le site de la société Agrotec situé au quartier Nkombo Matarri, au nord de Brazzaville, sur l'avenue de l'Union africaine (arrêt de bus de la ferme), la foire de Brazzaville va, une fois de plus, permettre aux opérateurs économiques de faire valoir leur produit, dans le cadre de la promotion du potentiel productif du pays.

Pour accompagner ce dessein, le CCCE a choisi le thème « La diversification de l'économie congolaise en vue de la promotion des biens et services made in Congo ». L'occasion, souligne Basile Obongui, de lever, outre les expositions, un haut lieu de rencontres, d'échange d'expériences entre les opérateurs économiques congolais et étrangers.

Depuis plusieurs jours déjà, une équipe technique s'active à gagner du temps sur ce nouveau site dans l'érection des stands de plusieurs formats. Le CCCE estime à plus de 50 le nombre de stands sur ce terrain dès mi-juillet. Pour donner à ce site sa dimension foraine, l'événement prévoit un grand podium où se produiront plusieurs artistes musiciens, humoristes et bien d'autres. Alors qu'elle prévoit d'accueillir plus de 70 mille adultes et 30 mille enfants, la foire a décidé d'y installer des jeux pour permettre aux plus jeunes de meilleurs divertissements pendant cette période de grandes vacances.

En organisant la 1^e édition de la foire multisectorielle de Brazzaville en 2016, le CCCE se donnait le pari de renouer avec une activité que le centre n'avait plus accompli depuis 20 ans. Si les autorités compétentes tentent désormais d'accorder une attention particulière à cette activité promotrice de l'économie, reste pour le CCCE d'obtenir un espace approprié d'exposition, comme dans d'autres pays, pour plus d'expression.

Quentin Loubou

PAIX DANS LE POOL

Yvonne Adélaïde Mougany lance un appel pour la reconstruction de Mindouli

La députée de la première circonscription électorale de la localité, accompagnant le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, le 5 juin, a saisi cette opportunité pour s'adresser à ses mandants.

« Vous qui m'entendez, je suis une maman que vous connaissez. Faites l'effort de retrouver les clés qui vont vous permettre de retrouver votre place au sein de la nation congolaise. Le président de la République qui a déjà réglé ce genre de situation est prêt à créer des conditions pour que vous retrouviez la place qui vous revient. A vous qui m'entendez, de grâce, ressaisissez-vous, redevenez des citoyens responsables pour qu'ensemble, nous puissions reconstruire notre pays », s'est exprimée en substance Yvonne Adélaïde Mougany, remerciant son collègue de l'Enseignement qui lui a offert cette opportunité.

Selon la ministre des Petites, et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, il n'y a pas de développement sans paix, sans la discipline et sans une organisation au niveau d'une communauté. « On s'est lancé dans une aventure qui se termine, il y a encore des problèmes à résoudre. Mais je crois qu'il faut aller jusqu'au bout pour



Le maire de Mindouli, Anatole Collinet Makosso et Yvonne Adélaïde Mougany

qu'on revive en paix partout dans notre pays. Pour moi, je dirai que cela a été peut-être une aventure, mais pour eux, ils avaient un objectif à atteindre, donc par rapport à notre responsabilité au niveau de l'Etat, nous voulons que la paix revienne, nous voulons que les enfants reprennent l'école dans des bonnes conditions, nous voulons que les mamans puissent se déplacer librement, nous voulons que la sécurité revienne », a insisté Yvonne Adélaïde Mougany, exhortant ses frères et soeurs à cultiver la paix et à régler tout différend par le dialogue.

Elle a également rappelé aux habitants de sa circonscription le devoir de tout mettre en œuvre pour reconstruire le moral des enfants afin d'assurer leur avenir en leur garantissant la paix et les conditions de travail adéquates. Par ailleurs, Yvonne Adélaïde Mougany a fait part à l'assistance de la volonté du

président de la République qui souhaiterait aller inaugurer la cimenterie de Mindouli. Selon elle, le chef de l'Etat n'arrête pas d'en parler et attend que la population du département du Pool, surtout celle de Mindouli, puisse lui garantir qu'il n'y a plus de problèmes.

« Ceux qui m'entendent savent que le temps des armes s'est arrêté et qu'il va falloir qu'on passe à la mise en œuvre de tout ce qui va garantir la paix et la sécurité dans notre pays, principalement dans le district de Mindouli, pour ne pas dire le département du Pool », a-t-elle conclu.

Notons qu'après la remise des tables-bancs aux autorités locales et les entretiens avec les candidats au baccalauréat et au brevet d'études du premier cycle à Mindouli, les deux membres du gouvernement ont visité le nouveau marché en construction dans la localité.

Parfait Wilfried Douniama

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un Auditeur interne.

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac +4 / 5 en Audit ou contrôle de gestion ;
- Avoir tout au moins trois (3) ans d'expérience dans le métier d'auditeur ou au sein d'un cabinet de grande renommée serait souhaitable.
- Avoir une maîtrise parfaite des normes d'audit interne ainsi que sur la réglementation en vigueur ;
- Avoir une parfaite connaissance des règlements COBAC ;
- Savoir mener une mission avec les commissaires aux comptes sur la revue limitée, le pré-closing et la clôture des comptes ;
- Savoir élaborer le plan d'audit et sa mise en œuvre ;
- Savoir réaliser des missions d'audit ;
- Savoir promouvoir et participer au processus de management des risques ;
- Savoir entretenir les relations avec les contrôleurs externes ;
- Savoir effectuer le suivi des recommandations des audits internes et externes ;
- Savoir conduire à la demande des missions de conseil auprès des directions ;
- Savoir effectuer un reporting de son activité ;
- Avoir une capacité de synthèse ;
- Avoir un esprit ouvert ;
- Etre disponible
- Etre bilingue (anglais), une autre langue serait un atout non négligeable ;

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard le 13 Juin 2018 :

Recrutement.talent@yahoo.com

NB : seuls les candidats (es) présélectionnés (es) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

PROGRAMME DES OBSÈQUES

Isabelle Adzodié, journaliste à Télé Pointe-Noire, Mme Apendi Charlotte, Mme Boudimbou née Dénise Adzodié et Nelly Adzodié annoncent aux parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur sœur, Edith Rachel Adzodié, se présente comme suit :

Vendredi 8 juin

9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
11 h : recueillement au domicile familial, sis dans la rue Djiélé, à Talangaï (quartier Petit-chose) ;
14h : départ pour le cimetière privé ;
17h : fin de la cérémonie.

IN MEMORIAM

6 juin 1993 - 6 juin 2018,
vingt-cinq ans déjà que
disparassait notre père, le
Dr Roger Molouba.

En ces jours de triste anniversaire, les enfants
Molouba prient tous ceux qui
l'ont connu et aimé d'avoir
une pensée pieuse pour lui.
Tu demeures inoubliable.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces,
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Horaires d'ouverture:

Mardi, mercredi,
jeudi, vendredi, samedi



Brazzaville : B4 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpa),
Brazzaville République du Congo

ELIMINATOIRES CAN FÉMININE GHANA 2018

Les Diables rouges ont bu la tasse face aux Lionnes indomptables

Les espoirs des Congolaises se sont envolés à cause d'une pluie de buts que les Camerounaises ont fait tomber au stade Alphonse-Massamba-Débat, le 6 juin, en match aller du tour décisif.

Les Lionnes indomptables ont sérieusement laminé les Diables rouges sur un score sans appel de 5-0, faisant ainsi un grand pas vers la qualification pour la phase finale au Ghana. Avec leur statut de vice-championnes d'Afrique, les Lionnes n'ont pas attendu longtemps pour se signaler. Deux minutes ont suffi à Thèrese Ninon Abena pour placer le Cameroun devant, dans un match à sens unique au cours duquel les Congolaises n'ont créé la moindre occasion.

Le reste était devenu facile pour elles puisqu'à la 29^e mn, Nchout Njoya Ajara a doublé la mise avant que sa coéquipière Madeleine Michèle Ngono Mani l'imite à la 31^e mn. Sûres de leur potentiels offensifs, les Camerounaises ont enfoncé le clou sur un penalty transformé par Jeannette Grace Ngoock Yango à la 61^e mn. Le cinquième but des Lionnes indomptables a porté, quant à lui, la griffe de Gabrielle Aboudi Onguene, à la 65^e mn. Avec



cinq buts inscrits sur le terrain de l'adversaire, les Camerounaises sont bien parties pour disputer la phase finale au Ghana. Le match retour prévu le dimanche à Yaoundé ne sera qu'une simple formalité même si leur entraîneur, Joseph Brian Ndoko, ne veut pas mettre la charrue avant les bœufs.

« C'est vrai qu'on a pris une option. Je pense qu'il nous reste encore une autre manche, parce que d'ici à trois jours, on verra certainement une autre équipe du Congo. La Lionne va toujours chasser. Nous sommes venus à la chasse et très tôt on a marqué », a-t-il déclaré.

Raphaël Mafoua, reconnaissant la force des Lionnes, entend remotiver sa troupe en vue de présenter une bonne image au retour. « Les Lionnes ont été plus fortes que nous. Nous avons présenté des insuffisances techniques. Les insuffisances d'une préparation bâclée se sont fait sentir sur le

Une phase du match/Adiac terrain. Et cela nous a coûté cher. Ce n'est pas le fait d'avoir reçu une douche froide qu'on peut baisser les bras. Le problème, c'est de se révolter. Il faut que nous ayons un esprit de révolte et de présenter une bonne image », a-t-il conclu.

James Golden Eloué

MUSIQUE

Le groupe Ndima fête ses quinze ans d'existence

La célébration de l'événement a été marquée par un concert A Cappella donné, la semaine dernière, au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville.

Le concert marquant les quinze ans du groupe Ndima s'est déroulé en présence de l'ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne au Congo, Saskia de Lang ; d'Edith Laure Itoua, conseiller du chef de l'Etat congolais en charge du département des Affaires sociales ; du directeur du CCR, Sergey Belyaev, et de la directrice déléguée de l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, Marie Audigier, ainsi que bien d'autres personnalités.

Le spectacle intitulé « Makingo ma beeto baaka », ou « Les voix des femmes baaka » en français, a été marqué par la prestation de cinq musiciens du groupe Ndima en chants A Cappella pendant plus d'une heure. Une manière de mettre en valeur leurs danses et chants polyphoniques méconnus. Les cinq musiciennes sont passées chacune à tour de rôle pour interpréter des mélodies de la culture Aka, entrecoupées par les explications de l'ethnologue Sorel Eta, responsable de ce groupe, sur les différents chants ou artistes musiciennes. Des interprétations qui ont été vivement applaudies par les spectateurs, intéressés par le chant de la culture Aka.

Ce concert est intervenu après la

huitième tournée européenne du groupe. En effet, il venait de participer, du 22 avril au 22 mai, au festival du Chamanisme à Genac en France ; au festival international du chant A cappella à Leipzig,

en Allemagne ; et à un concert scolaire à Prilly, en Suisse, ainsi qu'à un vernissage au musée d'ethnographie sur « L'Afrique les religions de l'extase » et une conférence au même endroit sur le fusil nocturne « mobandzi » donnée par l'ethnologue Sorel Eta et David Motambo (Nganga/Chamane).

Cette huitième tournée européenne a été une véritable aubaine pour l'ethnologue Sorel Eta et le groupe Ndima (composé des musiciens autochtones) de poursuivre leur idéal, celui de promouvoir et de sauvegarder le patrimoine culturel des peuples autochtones Aka menacés de disparition.

La célébration des quinze ans de ce groupe a coïncidé aussi avec sa prestation à la Semaine culturelle des Aka à l'IFC de Pointe-Noire, du 23 au 30 mai dernier. A l'issue du concert, l'ambassadeur Saskia de Lang a exprimé sa satisfaction, de même que le conseiller du chef de l'Etat Edith Laure Itoua.

Signalons que bien avant ce spectacle, une exposition sur le patrimoine matériel et photographies des Akas, intitulée « Moaka na ndima » ou « L'Homme et la forêt », a été organisée par l'ethnologue Sorel Eta. Plusieurs objets de la vie quotidienne des peuples Aka ont été exposés. Il s'agit, entre autres, de Ndaba (sagaie harpon) ; Djombi (hache Aka) ; Ngamata (coffret du Nganga) ; Dipombe (goblet Aka) ; Pendi (panier à miel) ; Eponga (corde végétale) ; Tongo, Elendu ou Elendé et Mbianko (liane à eau) ; Mokengue (hotte pour enfant) ; Essomba (mortier Aka) ; Mokua (pipe en bambou) ; Dikambou (ceinture de portage) ; Toba (filet-bourse) ; Moupana (bâton à four).

Le groupe Ndima -littéralement en langue Aka la forêt-, a été créé le 15 janvier 2003 à Nkombola, dans le département de la Likouala, en République du Congo, à l'initiative de Sorel Eta, ethnologue. Il est composé de six membres, tous chanteurs et danseurs.



Le public assistant au concert (Adiac)

Bruno Okokana